

Novembre 2006

LA LETTRE

de la
**coopération
décentralisée**



SOMMAIRE

Edito	p. 1	Coopération Décentralisée	p. 16
Sommaire	p. 3	Union Européenne	p. 17
Afrique	p. 4	Actualités	p. 21
Amérique Latine	p. 5	CGLU	p. 22
Asie	p. 7	Agenda	p. 25
Méditerranée	p. 9	Publications	p. 26
Europe de l'Est	p. 14		
Les Journées de la			

Edito

Le 2^{ème} conseil mondial de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) – premières conclusions

500 Elus locaux et leurs collaborateurs du monde entier se sont retrouvés à Marrakech, du 29 octobre au 1^{er} novembre dernier pour la 2^{ème} réunion du Conseil mondial de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU).

A la veille du sommet Chine-Afrique, la montée en puissance des

collectivités locales asiatiques et de leurs associations nationales au sein de CGLU s'est confirmée : en dehors de la municipalité de Pékin, de nouvelles collectivités de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines et de la Corée du Sud entrent dans l'organisation mondiale. Cette tendance est appelée à s'amplifier dans les mois qui suivent, car le prochain congrès mondial se

tiendra en Corée du Sud, du 28 au 31 octobre 2007. Relevant le défi du sommet cité, nous chercherons à mettre à profit cette évolution pour nouer un dialogue sur la coopération pour le développement et le rôle des collectivités territoriales.

La réunion au Maroc aura été l'occasion de créer officiellement la Commission interrégionale Méditerranée. Accueillie à Marseille, financée par la ville de Marseille et la région PACA, soutenue par Cités Unies France, la commission entend promouvoir la coopération décentralisée, l'autonomie locale et régionale et l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne par l'union des collectivités locales des trois rives de la Méditerranée. Ses trois co-présidents symbolisent cette ambition : le maire de Marrakech, la présidente de la Région Piedmont et le maire de Beyrouth. Un plan d'action a été adopté. Nous encourageons les collectivités territoriales françaises à s'y inscrire.

Par ailleurs, le conseil mondial a accueilli l'adhésion de l'Organisation des Villes Arabes (OVA)

Ce deuxième conseil mondial a montré la vitalité des commissions et des groupes de travail, créés il y a à peine plus d'un an. Animés par des collectivités locales membres et leurs élus, ces commissions et groupes

représentent des espaces vivants d'échange, de réflexion et de proposition, croisant des points de vue et approches de l'ensemble des continents. Dans la *LETTRE de la Coopération décentralisée* de décembre, nous y reviendrons plus en détail.

Les délégués ont décidé de prendre à bras le corps des questions essentielles qui se posent à la jeune organisation mondiale. La première est celle des rapports de CGLU avec les agences de l'ONU. Il a été décidé de proposer une charte afin de donner un cadre satisfaisant à la collaboration. La deuxième est celle de la place des collectivités territoriales supra-communales (régionales) au sein de CGLU. Ces sujets seront inscrits au prochain bureau.

Enfin, par rapport à la question de l'émergence d'un espace francophone au sein de l'organisation mondiale, nous signalons l'adhésion de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

L'assemblée générale de Cités Unies France, le mercredi 6 décembre, à Paris, sera l'occasion de faire un débat général sur toutes ces évolutions, en présence de nos partenaires, invités à la séance du matin. Nous comptons vous y rencontrer aussi.



GUINÉE

Réunion ouverte du « Programme concerté pluri-acteurs » Guinée

La Guinée Conakry fait partie, avec le Cameroun, des deux premiers programmes concertés pluri-acteurs (PCPA) mis en place avec l'appui du Ministère des Affaires étrangères avec pour finalité de soutenir le développement de la société civile guinéenne. (*Lire aussi : PCPA Algérie*)

Il réunit, en Guinée et en France, des collectivités territoriales, des associations de solidarité internationale et des associations de droits de l'homme, en concertation avec les pouvoirs publics. Un des objectifs majeurs du programme est de trouver les articulations pertinentes entre tous ces acteurs et leurs projets.

Alors que l'étude préalable d'analyse et d'orientation du PCPA est en cours, les organismes déjà investis dans cette initiative ont convié une réunion d'échange, d'information et de réflexion stratégique le **jeudi 23 novembre, de 10h à 18h, dans les locaux d'Aide et Action, à Paris** (53 Boulevard (attention, pas la *rue* du même nom) de Charonne, Paris 11ème, métro Avron).

Cette réunion aura pour objet dresser un état des lieux du processus engagé, des enjeux pour les organismes impliqués et des perspectives du programme. Elle permettra aussi de réfléchir sur les modes d'organisation pratique du fonctionnement du PCPA en particulier concernant les échanges d'expérience entre acteurs en France.

Les échanges devraient être particulièrement riches du fait de la présence d'une large délégation guinéenne.

Cette réunion est également ouverte aux organismes, et en particulier aux collectivités territoriales souhaitant travailler en Guinée.

Nous vous remercions de confirmer votre présence à Joël Bedos :
partenariats@aide-et-action.org

*Pour plus d'informations, veuillez contacter Astrid FREY,
a.frey@cites-unies-france.org ; tél : 01 53 41 81 96*



BRÉSIL

Constitution du comité de suivi de la coopération décentralisée franco-brésilienne, présidé par Michel VAUZELLE, président de la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur

En vue de poursuivre et approfondir la dynamique, la déclaration finale des premières rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, tenues à Marseille, les 22, 23 et 24 mai 2006, avait annoncé la création d'un comité de suivi binational de la coopération décentralisée franco-brésilienne, composé de 15 membres français et 15 membres brésiliens.

Ce comité devra faciliter, entre autres, la préparation des 2èmes rencontres franco-brésiliennes, prévues à Belo Horizonte, avant fin 2007.

La **partie française du comité binational**, mise en place, le jeudi 28 septembre dernier, au siège de Cités Unies France, est présidée par Michel Vauzelle, président de la région (PACA) et réunit dix représentants des collectivités territoriales (associations et collectivités), cinq représentants des ministères, ainsi que d'autres institutions, invitées comme observateurs. Cités Unies France (CUF) en assure le secrétariat technique. Le président du Groupe-pays Amérique Latine, Michel Marjolet, élu de Nantes, y participe également.

Composition :

Collectivités et associations : la région (PACA) (présidence) ; les communes de Nantes, Brou sur Chanteraine, Montreuil et Nanterre ; la communauté urbaine de Dunkerque ; l'association des Maires de France (AMF), l'assemblée des départements de France (ADF), représentée par le Conseil Général de la Guyane, l'association des régions de France (ARF), représentée par la Région Centre, ainsi que Cités Unies France (CUF) (secrétariat technique).

Représentants de l'Etat : le ministère des Affaires étrangères (MAE) (la direction des Amériques et la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales), le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité (la direction des politiques économiques et internationale et le Bureau des relations européennes et de la coopération internationale de l'enseignement agricole) ; le ministère de l'Ecologie et du développement durable, représenté par l'Agence de l'eau Loire Bretagne ; le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire ; le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (le bureau des Amériques, la direction générale du trésor et de la politique économique).

En tant qu'invités : l'Ambassade du Brésil et la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France.

Validé par la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) lors de sa réunion, le 3 octobre 2006, et placé sous l'égide de celle-ci, le comité de suivi en France a vocation à être un lieu d'échanges et de réflexion, sur les thématiques retenues avec les brésiliens, tels que le développement urbain, la jeunesse, la démocratie participative et l'aménagement du territoire.

Rappel : les actes des premières rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France au http://www.cites-unies-france.org/html/regions/ameriquelat/ameriquelat_index.html

CHILI

Demande de partenariat au Chili

La commune de San Nicolas (10 000 habitants), située dans la province de Ñuble, soutenue par l'Ambassade de France et par l'Alliance Française au Chili, a fait part à CUF de son souhait d'établir une coopération décentralisée avec une commune française, particulièrement dans le domaine de l'éducation, de la culture et de la jeunesse. En effet, le maire de San Nicolas a signé une convention de coopération avec l'Ambassade de France pour la relance de l'enseignement du français dans les établissements scolaires.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Felicia Medina, f.medina@cites-unies-france.org ; tél : 01 53 41 81 92



VIETNAM

Actualité du Groupe-Pays

Le bureau exécutif de Cités Unies France a désigné, le 4 octobre 2006, sur proposition de Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France Ancien Ministre et Sénateur des Côtes d'Armor, Mr Jean-Pierre BRARD, Député-Maire de Montreuil, comme président du Groupe Pays Vietnam de Cités Unies France.

La prochaine réunion du Groupe Pays Vietnam devrait avoir lieu début 2007. *Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre Hélène MIGOT: h.migot@cites-unies-france.org*

Mission de la 1ère délégation française au Vietnam pour préparer les Assises de la coopération décentralisée franco- vietnamienne de 2007

Les 7èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne auront lieu à Montreuil les 22 et 23 octobre 2007 (dates à confirmer).

Pour préparer la tenue de ces Assises, une première délégation du comité d'organisation français s'est donc rendue à Hanoi entre les 24 et 28 octobre derniers.

Cette délégation, présidée par Jean-Pierre BRARD, Député-Maire de Montreuil et Président du Groupe Pays Vietnam de Cités Unies France, représentant à cette occasion Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France, a présenté une première ébauche de projet à différentes institutions française et vietnamiennes:

- l'Ambassade de France à Hanoi,
- la Mission Economique française de Hanoi,
- le Ministre de l'Intérieur vietnamien,
- le Vice-Ministre des Affaires Etrangères vietnamien,
- le Vice-Ministre de l'Agriculture vietnamien,
- l'Association des villes vietnamiennes.

La première réunion du comité de pilotage franco-vietnamien pourrait se tenir en marge de la visite officielle du premier ministre en France fin janvier 2007.

D'ici là, une deuxième réunion du comité d'organisation français se tiendra courant novembre, afin de faire le bilan de la 1ère délégation préparatoire française au Vietnam. L'ambassade du Vietnam en France sera associée à cette réunion.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre Hélène MIGOT:
h.migot@cites-unies-france.org

Coopération universitaire

La cérémonie d'ouverture de l'année académique 2006-2007 des Pôles universitaires français (PUF) a eu lieu le 17 octobre 2006 à l'Université de Hanoi en présence des représentants du ministère français des Affaires étrangères au Vietnam et du ministère vietnamien de l'éducation et de la formation. Cet événement marque le début officiel des cours qui rassemblent les 6 universités françaises partenaires.

Travail législatif

La 10e session de l'Assemblée nationale (AN) (11e législature) s'est ouverte hier à Hanoi. Un tableau de la conjoncture socio-économique de ces 9 derniers mois a été brossé à cette occasion. A été souligné qu'en dépit de certaines difficultés comme les fluctuations du prix du brut, des catastrophes naturelles, des épidémies..., l'économie nationale a enregistré une croissance de 7,84% ces 9 derniers mois, et les experts tablent sur plus de 8% pour toute l'année. Le président de la République, Nguyen Minh Triet, devrait soumettre pour ratification le 27 novembre à l'AN le texte d'adhésion du Vietnam à l'Organisation Mondiale du Commerce.

APEC

"Intensifier la coopération économique au sein du Forum de coopération économique d'Asie-Pacifique (APEC) pour une prospérité commune", tel était le thème de la conférence des ministres du Tourisme de l'APEC, tenue mardi dans l'ancienne cité de Ho An, province centrale de Quang Nam.

CHINE

Programme d'échange de 800 jeunes entre la France et la Chine

À l'occasion de la visite du Premier ministre chinois à Paris, 6 décembre 2005, la décision a été prise de lancer une coopération d'une envergure nouvelle pour favoriser les échanges entre jeunes français et chinois. Ce programme d'échange permettra à 400 jeunes français (18-35 ans) de se rendre en Chine, en 2006, à l'invitation des autorités chinoises. 400 jeunes chinois viendront en France, en 2007, à l'invitation du gouvernement français.



ALGÉRIE

« Programme Concerté » Algérie : vers une collaboration originale entre ONG, collectivités locales et pouvoirs publics sur la thématique « Jeunesse et Enfance »

Qu'est ce qu'un « programme concerté pluri-acteurs » ?

Le ministère français des Affaires étrangères a renouvelé en 2002 les modalités du partenariat avec les acteurs non-gouvernementaux de la solidarité internationale. Conduite en concertation avec ceux-ci, cette réforme visait, notamment, à favoriser les complémentarités entre l'action publique et les initiatives de la société civile en matière de coopération. Elle cherche également à encourager les synergies entre ces dernières, dont la grande dispersion nuit à l'efficacité.

Le *programme concerté pluri-acteurs* (PCPA) est une des nouvelles formes de ce partenariat contractuel. Il permet de *répondre à des priorités stratégiques partagées par le Ministère et les acteurs non-gouvernementaux*. Le programme concerté a vocation à favoriser dans un territoire géographique donné autour d'une thématique, le *rapprochement et l'articulation entre acteurs de nature différente (pouvoirs publics, collectivités locales, syndicats...)*. Il s'agit de transformer des sommes d'activités diverses en une démarche commune, mais également de faire évoluer les pratiques des acteurs non-gouvernementaux quand ils coopèrent avec les acteurs du Sud. Les actions conduites dans le cadre de ces programmes par les organisations de solidarité internationale bénéficient d'une subvention du ministère pouvant se monter à 75% de leur coût.

La naissance d'un programme concerté Algérie « jeunesse et enfance »

Pour le programme concerté Algérie, deux associations ont un rôle d'initiateur : le Comité français pour la Solidarité Internationale (CFSI), dont CUF est membre, et Touiza Solidarité, avec laquelle CUF a une collaboration déjà ancienne.

Les deux associations se sont inspirées des programmes existants pour l'élaborer. Néanmoins, il ne s'agit pas de reproduire ce qui a été fait au Maroc ou au Cameroun, mais de construire une initiative spécifique et commune.

La thématique « **jeunesse et enfance** » a été proposée et retenue, en raison de l'intérêt partagé par tous les parties concernées.

Après avoir identifié les acteurs algériens et français actifs dans ce domaine, un comité de pilotage a été constitué dans le cadre de l'*étude préalable*, auquel Cités Unies France participe.

Pour poursuivre cette initiative commune, plusieurs rencontres ont eu lieu :

un premier atelier en juillet 2006 à Alger, visant à permettre aux acteurs algériens et français, membres du comité de pilotage, de se rencontrer et surtout de présenter et d'expliquer ce nouveau dispositif ;

un second atelier en octobre 2006 à Alger, avec les membres du comité de pilotage franco-algérien en vue de :

- v permettre aux membres du comité de pilotage de se rencontrer, d'échanger et de préciser les objectifs globaux du programme PCPA ;
- v en préciser l'architecture générale en identifiant les questions majeures et les thématiques retenues ;
- v définir l'organisation et les modalités de fonctionnement du comité de pilotage ;
- v préparer le séminaire qui devrait se dérouler début décembre.

Pour Cités Unies France, en tant que membre du comité de suivi français, il s'agissait à travers sa participation à cet atelier, de *faire valoir la place des collectivités locales dans le cadre de ce programme*. En effet, suite à la première mission en juillet dernier, il avait été posé comme un des objectifs globaux de « *favoriser le dialogue entre les autorités publiques et locales et les associations* », Aussi, il paraît primordial d'impliquer le plus en amont de cette phase d'élaboration du programme, les autorités locales françaises et algériennes. C'est pourquoi Cités Unies France a sollicité la participation d'un représentant d'une collectivité française (la ville de Grenoble) menant une coopération décentralisée avec une collectivité algérienne dans le domaine de la jeunesse, afin notamment de faire partager son expérience et ses pratiques et de réfléchir avec CUF aux modalités de participation des collectivités locales à ce programme.

Pour en savoir plus du programme

Le **jeudi 30 novembre**, au siège de CUF, le **Groupe-pays Algérie**, présidé par Georges Morin, adjoint au maire de Gières, reviendra sur ce sujet à travers une présentation de ce programme concerté par les deux initiateurs, les associations françaises CFSI et Touiza-Solidarité.

Pour toute information supplémentaire, vous pouvez contacter Linda Naili, Pôle Méditerranée (Tél. : 01 53 41 81 90/ e-mail : l.naili@cites-unies-france.org)

Rencontre régionale des acteurs du Nord-Pas de Calais en coopération avec l'Algérie :

samedi 18 novembre 2006, de 8h45 à 18h00, à Roubaix

Le réseau régional Lianes Coopération organise, avec Cités Unies France, en partenariat avec la ville de Roubaix, une journée de réflexion et d'échange sur les pratiques autour des thèmes suivants : l'interculturel, codes et histoire ; coopération décentralisée : l'engagement des collectivités et l'intérêt local ; l'aide au développement du monde associatif en Algérie ; l'implication de la jeunesse ici et là bas ; les actions culturelles au Nord et au Sud, vecteur de connaissance mutuelle et de développement local ; égalité homme - femme enjeu du développement et l'appui aux porteurs de projets.

Ouvert à tous et gratuit mais avec pré-inscription à Lianes coopération : lianescooperation@wanadoo.fr ou par téléphone au 03 20 85 10 96. "

PROCHE-ORIENT

Rencontre internationale des collectivités locales pour la paix et les droits de l'homme au Proche-Orient, Pérouse.

La rencontre a été organisée par la Coordination italienne des collectivités locales pour la paix et les droits de l'Homme, à l'occasion de son vingtième anniversaire, les 5 et 7 octobre 2006, à Pérouse. Elle s'est déclinée en différentes réunions :

- √ réunion du groupe de travail de la Cités et Gouvernements locaux (CGLU) sur les Objectifs du Millénaire pour le développement ;
- √ réunion de la commission de la CGLU sur la Diplomatie des Villes ;
- √ plusieurs séminaires pour les collectivités locales sur les thèmes suivants : l'Afrique et le Forum social mondial à Nairobi ; la Coopération décentralisée, la lutte contre la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le développement ; la paix au Proche-Orient ; l'éducation à la paix ; migrations et racisme.

Compte-tenu de la présence de maires, présidents et conseillers municipaux engagés sur ces problématiques, l'ensemble des séminaires et réunions ont constitué des temps de travail et d'échanges d'idées, dont se dégagent un caractère politique et opérationnel.

Ce séminaire des collectivités locales pour la Paix au Proche-Orient a permis de réfléchir sur l'ensemble des graves crises du Proche-Orient, notamment de la mission de l'ONU au Liban, et de discuter des propositions et initiatives des collectivités locales dans la région, en particulier en Palestine. Le séminaire a permis au RCDP de présenter ses activités, avec notamment **l'ouverture d'un Fonds de solidarité pour les collectivités locales palestiniennes.**

Pour toutes informations complémentaires sur le Fonds de solidarité, veuillez contacter Simoné GIOVETTI (Tel. : 01 53 41 81 87. – E-mail : med@cites-unies-france.org)

Rencontre du Réseau des collectivités locales européennes pour la Paix au Proche-Orient

La rencontre de Pérouse a été l'occasion pour le Réseau Européen de se réunir. Claude Nicolet, conseiller municipal de Dunkerque, président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP), était également présent à la réunion en tant que représentant des villes françaises membres du Réseau.

« ... Notre réseau a, depuis cinq ans, développé une intense activité de promotion de la paix au Proche-Orient. Nous citerons notamment l'organisation de deux conférences de collectivités européennes, l'une qui s'est tenue à Dunkerque en 2002, l'autre, organisée à Cordoue en 2005 ; l'envoi d'une délégation d'élus locaux européens en Israël et Palestine en juillet 2004 ; trois rencontres importantes avec les institutions européennes à Bruxelles en 2003 et 2006 ; une mission d'observation des élections municipales palestiniennes en janvier 2006. Nous favorisons par ailleurs la mutualisation de nos actions de coopération décentralisée. Nous citerons par exemple l'intervention commune, dans un quartier de Gaza, des villes de Turin, de Barcelone et de la Communauté urbaine de Dunkerque (projet Eurogaza).

Nos motivations sont triples. Tout d'abord, nous ne pouvons, moralement, accepter la poursuite du désastre humain et politique que connaît le Proche-Orient depuis bientôt

cinquante ans, désastre dans lequel, indéniablement, les Européens possèdent une responsabilité particulière. Par ailleurs, nous exprimons, par notre engagement, notre solidarité vis-à-vis des collectivités israéliennes et palestiniennes avec lesquelles nous sommes jumelées depuis plusieurs années. Celles-ci, plus particulièrement en Palestine, connaissent une situation qui pourrait mener, à terme, à une catastrophe généralisée. Enfin, nous savons que la résolution du conflit au Proche-Orient est l'une des conditions fondamentales de la paix dans nos propres collectivités.

...Il apparaît-il urgent aujourd'hui que les gouvernements français, italien et espagnol, étant donné leur communauté de vues et leur rôle historique, reprennent une initiative forte au sein de l'Union européenne et ce, afin que celle-ci, sur le modèle de l'action récente menée par plusieurs Etats-membres au Liban, joue le rôle actif qui lui revient dans la construction d'une paix juste et durable dans la région. Ce volontarisme est aujourd'hui demandé avec la plus grande insistance par nos concitoyens... »

Extrait d'une déclaration commune, prononcée à l'issue de la réunion par Claude Nicolet.

PALESTINE

Le documentaire sur la Mission d'observation des élections en Palestine

Le film produit et tourné lors de la mission d'observation des élections municipales en Palestine, organisée par le RCDP en décembre 2005, est à la disposition des collectivités territoriales. Il s'agit d'un excellent support d'information pour mettre en lumière l'action des collectivités locales sur la question de leur engagement à l'international en général, et de leur réflexion sur la démocratie en particulier.

À partir de ce film, il sera possible d'organiser des soirées débats et/ou rencontres et de mieux faire connaître les actions menées par les collectivités, notamment au Proche-Orient. L'utilisation peut être multiple : projection en salle ou diffusion sur les réseaux de télévisions locales.

Ce documentaire pourra également intéresser les journalistes en tant que témoignage et recueil d'information sur les élections municipales en particulier et la situation dans les territoires palestiniens.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter Simoné GIOVETTI, (Tel.: 01 53 41 81 87 - e-mail : med@cites-unies-france.org)

LIBAN

Une nouvelle réunion du groupe-pays Liban s'est tenue le mercredi 11 octobre 2006. Présidée par Jean-Michel DACLIN, adjoint au maire de Lyon, celle-ci a permis, en présence de Mme FADLALLAH, Ambassadeur du Liban à Paris et d'Antoine Joly, Délégué à l'Action extérieure des collectivités locales, ainsi que d'un représentant de l'Ambassade de France à Beyrouth, de faire un état des lieux de la situation au Liban. La réunion a également été l'occasion de présenter les conclusions de la mission exploratoire des collectivités, qui a eu lieu au mois de septembre. Elle a aussi permis de préciser les modalités de fonctionnement de la coordination des collectivités européennes pour les collectivités libanaises. Enfin, l'ouverture d'un fonds de solidarité pour les collectivités libanaises a été officialisée.

Vous trouverez sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org) une fiche synthétique présentant l'initiative ainsi que les compte-rendus des différentes réunions du groupe-pays Liban.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Virginie ROUQUETTE (Tel : 01 53 41 81 93 – E-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org)

MAROC

Le Forum International des collectivités locales du Maroc de janvier 2007

Le Forum International des Collectivités Locales, équivalent du congrès des Maires en France, se tiendra à Casablanca du 24 au 26 janvier 2007. L'événement, inédit, s'inscrit dans une dynamique de modernité et de croissance, accentuée par la nouvelle impulsion donnée au processus de décentralisation et de régionalisation par le Roi Mohammed VI et constituera le temps fort de la vie politique marocaine en 2007.

Le forum se composera :

- du Salon de l'Équipement et des Services aux Collectivités Locales

Ce salon présentera aux 20 000 visiteurs attendus (élus marocains des collectivités et personnels territoriaux) une offre complète de prestataires internationaux en biens et services à destination des décideurs publics. De nombreux débats, animations, ateliers,... apporteront des réponses opérationnelles à leurs besoins.

Les exposants seront répartis en trois zones d'activité reprenant les grandes missions dévolues aux collectivités locales : « Services aux citoyens et aux collectivités », « Aménagement des espaces publics » et « Gestion des Equipements publics ».

- des ateliers techniques

Ces ateliers, très opérationnels, seront animés par des spécialistes techniques et politiques, qui apporteront des éclairages concrets pour la mise en œuvre des projets d'organisation, d'aménagement et d'entretien des collectivités locales.

Il s'agit de créer un véritable programme d'échanges d'informations techniques et de formations professionnelles, organisant le transfert de connaissances et d'expériences en matière de gestion, d'équipement et d'aménagement des espaces publics.

- du village des territoires

Cet espace, réservé aux collectivités locales marocaines et aux Centres Régionaux d'Investissement, accueillera, tout particulièrement, les séances de présentation des projets d'investissements publics,

- des pavillons des coopérations décentralisées

Les pavillons abriteront, pour les pays concernés (Europe & Amérique du Nord), les associations d'élus et de fonctionnaires locaux, ainsi que les collectivités territoriales impliquées avec leurs homologues marocains dans l'échange d'expérience et le montage de grands projets.

Pour toutes informations complémentaires, le site web de l'événement est à votre disposition : www.ficlmaroc.com

Le Groupe-pays Maroc de Cités Unies France est sollicité pour présenter, dans le cadre de cet événement, la coopération décentralisée franco-marocaine. Un comité de pilotage se réunira courant mois de novembre pour préciser les modalités de participation du Groupe-pays Maroc à cet événement.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Linda NAÏLI (Tel : 01 53 41 81 90 – e-mail : L.naili@cites-unies-france.org) ou Virginie ROUQUETTE (Tel : 01 53 41 81 93 – e-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org)



Ministère des Affaires étrangères : appel à projet de soutien à la coopération décentralisée européenne pour 2007

Un des trois appels à candidature pour le soutien à la coopération décentralisée, lancés par le ministère des Affaires étrangères, concerne les nouveaux adhérents à l'Union européenne et les pays candidats à l'adhésion.

Sur les 12,5 millions d'euros disponibles en 2007, 1 million d'euros est concerné par cet appel à projet de soutien à la coopération européenne.

Les thématiques focalisent sur la gouvernance locale, avec tout ce qui favorise l'appui institutionnel. Pour plus de détail voir l'adresse internet ci-dessous. Par ailleurs, *Cités Unies France consacre la Journée de la Coopération décentralisée du jeudi 14 décembre prochain à l'appui institutionnel.*

Les dossiers de candidatures sont à renvoyer avant le 28 février 2007.

Retrouvez cet appel et les deux autres (solidarité), ainsi que les dossiers de candidature sur le site internet de Cités Unies France : http://www.cites-unies-france.org/html/actualites/Actu_appelprojetMAE2007.html

Ou sur le site du Ministère des Affaires Etrangères : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-candidature-2007_15135/19-10-06-lancement-du-nouveau-dispositif-subvention_42075.html

REPUBLIQUE TCHEQUE

Actualité du Groupe-pays

Cités Unies France co-organise avec la SMO, association de collectivités locales tchèques, un séminaire à l'attention des collectivités tchèques, relatif à l'appui européen à la coopération décentralisée dans le cadre du programme « Citoyens pour l'Europe », les 20 et 21 novembre 2006 à Prague. Plusieurs collectivités locales membres du Groupe-pays y participeront. Le séminaire est soutenu par un financement européen.

La prochaine réunion du Groupe-pays République tchèque, présidé par Marie-Françoise Müller, vice-présidente du conseil régional de Bourgogne, se tiendra le jeudi 21 décembre 2006 de 14h à 17h, à Cités Unies France. Elle sera, notamment, l'occasion de faire le point sur l'actualité politique du pays, ainsi que sur les cofinancements 2007 du ministère des Affaires étrangères.

Actualités de la République tchèque

Elections sénatoriales et locales, vers un déblocage politique ?

Les élections sénatoriales partielles et municipales ont eu lieu les 20 et 21 octobre et en République tchèque dans un contexte de blocage politique dû au score ex-aequo des législatives de juin dernier.

Le Parti civique démocrate de Mirek Topolanek (ODS, de centre-droit) est sorti grand vainqueur aux élections municipales avec un peu plus de 36% des suffrages exprimés. Le Parti social-démocrate (CSSD, de centre-gauche) arrive en deuxième position avec 17% des suffrages et les communistes en troisième avec 11% des voix. Le taux de participation est évalué à 40%.

En ce qui concerne le premier tour des élections sénatoriales, organisé dans 27 des 81 circonscriptions du pays, c'est également l'ODS qui tire son épingle du jeu avec 26 candidats qui accèdent au second tour.

Le renouvellement partiel du Sénat (élections des 20-21 et 27-28 octobre 2006) fait que l'ODS dispose désormais de la majorité absolue des sièges (41 sur 81). Les groupes CSSD et KDU-CSL comptent respectivement 12 et 11 sénateurs.

Le Président de la République Vaclav Klaus a indiqué qu'« il espérait que ces résultats faciliteraient les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement », le cabinet formé par Mirek Topolanek n'ayant pas obtenu la confiance de la Chambre des députés en juin dernier.

(D'après Radio-Prague)

Pour toute information, vous pouvez joindre Guylaine Traoré, (g.traore@cites-unies-france.org, tel 01 53 41 81 85)

HONGRIE

Élections municipales

Lors des dernières élections municipales, la droite a pris le contrôle de 18 des 20 assemblées départementales et de 16 des 23 principales villes du pays, à l'exception notable de Budapest.

BOSNIE- HERZEGOVINE

Élections présidentielles

La récente scission du parti HDZ (Communauté Démocratique Croate) entre le HDZ BiH de Dragan Covic et le nouveau HDZ 1990 de Bozo Ljubic n'a pas permis à ces derniers d'imposer leurs candidats lors de l'élection présidentielle en Bosnie-Herzégovine.

MONTENEGRO

Milo Djukanovic, président du DPS (Parti démocratique des socialistes), au pouvoir au Monténégro depuis 17 ans, a annoncé au Parti qu'il renonçait à la candidature au poste de Premier ministre. Le vice-président du Parti, Svetozar Marovic, a déclaré ne pas souhaiter non plus exercer cette fonction.

LES JOURNÉES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



LA LETTRE *d'information*

Novembre 2006

NOUVELLE ACTIVITÉ°

Cités Unies France lance les « Journées thématiques de la coopération décentralisée », dès le mois de décembre 2006 avec deux thématiques d'actualité :

le mardi 5 décembre : « Migrants, citoyenneté et coopération décentralisée » et

le jeudi 14 décembre : « L'appui institutionnel et les cofinancements 2007 du ministère des Affaires étrangères »

Il s'agira pour les collectivités présentes de **mutualiser l'information**, de **disposer de nouveaux éléments de réflexion** sur les thématiques proposées, **d'échanger avec des spécialistes et des représentants des institutions pertinentes**, de **faire avancer les pratiques** en cours et, le cas échéant, **d'élaborer des stratégies communes** sur des problématiques en lien avec la coopération décentralisée.

Chacune des Journées thématiques donnera lieu à une synthèse mise en ligne sur le site de Cités Unies France.

Afin d'être un lieu de réflexion et de mutualisation ouvert au plus grand nombre, Cités Unies France a fixé la participation à ces Journées, comme à celles qui suivront, à 30 euros par jour et par personne pour les membres adhérents et 60 euros pour les non-adhérents.

Pour toute information, vous pouvez joindre :

Guylaine Traoré, Pôle Appui-Conseil, 01 53 41 81 85, g.traore@cites-unies-france.org

Vous pouvez vous inscrire en ligne sur le site de Cités Unies France



La place des collectivités locales dans les programmes européens de coopération « 2007-2013 » : audition publique au Parlement européen, le 3 octobre 2006

La présentation de son rapport (provisoire) aux représentants de collectivités locales et leurs associations, le 3 octobre, au siège du Parlement européen, a été pour Pierre Schapira l'occasion d'annoncer les résultats d'un compromis obtenu au Parlement et avec la Commission.

Une partie des fonds du programme thématique « *Les acteurs non-étatiques et els autorités locales dans le développement* » sera accessible aux collectivités territoriales voire leurs associations.

Il s'agit d'une avancée « historique » comme l'ont souligné les secrétaires généraux du CCRE, de CGLU et des représentants des sections régionales « CGLU-Afrique » et FLACMA (Amérique Latine), présents à la session.

L'attachement au rôle des collectivités locales du Commissaire Louis Michel, ainsi que les nombreux contacts des uns et des autres, y compris de la part du CCRE, et le récent rapport du Comité des Régions sur la coopération décentralisée, présenté par Juliette Soulabaille, ont certainement aussi contribué à faire avancer les choses.

Le prochain enjeu consistera pour les associations des collectivités locales à être associées à l'élaboration des outils et procédures. Cités Unies France, son bureau et ses présidents s'y impliqueront.

Ce sujet figurera à la première réunion de la **commission « Affaires mondiales »** au sein du CCRE, à Stuttgart, le mercredi 29 novembre prochain. Cette commission qui traitera de toutes les questions « Europe/Monde »

Par ailleurs, Pierre Schapira présentera son rapport qui sera soumis au vote du parlement en mars 2007, à l'Assemblée générale de CUF, le mercredi 6 décembre 2006. (Pour plus d'information www.pierre-schapira.fr)

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre Nicolas Wit :
n.wit@cites-unies-france.org ; tél. : 01 53 41 81 80

Les orientations stratégiques communautaires 2007-2010 en matière de cohésion

Ces orientations suggèrent des moyens devant permettre aux régions européennes de tirer pleinement parti de l'enveloppe de 308 milliards d'euros qui a été affectée aux programmes d'aide nationaux et régionaux pour les sept prochaines années. Les autorités nationales s'appuieront sur ces orientations pour élaborer leurs priorités et plans stratégiques nationaux pour 2007-2013, appelés « cadres de référence stratégiques nationaux » (CRSN). Les programmes visent à :

- améliorer l'attractivité des États membres, des régions et des villes ;
- favoriser l'innovation, l'entrepreneuriat et la croissance de l'économie de la connaissance en favorisant la recherche et l'innovation ;
- créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en attirant un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail ou vers la création d'entreprises et en augmentant l'investissement dans le capital humain.

Développement

La Commission européenne et la Commission de l'Union Africaine se sont réunies pour une session de travail commune au siège de l'Union Africaine à Addis Ababa, Ethiopie, le 2 octobre 2006. L'ordre du jour de la réunion se concentre sur le partenariat et le développement institutionnels. Les deux Commissions examineront les progrès dans la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE pour l'Afrique et elles examineront comment pouvoir diriger mieux des flux migratoires. En outre, les deux institutions se mettront d'accord sur un programme de soutien de 55 millions euros pour le développement institutionnel de l'Union africaine.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre Hélène MIGOT:

h.migot@cites-unies-france.org

tél. : 01 53 41 81 99

COMMISSION EUROPÉENNE : LES DERNIERS APPELS A PROPOSITION

MEDA II. Participation des ONG à la société civile.

* Date limite de dépôt du dossier : 05/11/2006

* Régions: Syrie

http://www.delsyr.cec.eu.int/en/vacant_posts/call_for_proposals1.html

Soutien au développement du tourisme et des PME en BIH

* Date limite de dépôt du dossier : 06/11/06

* Régions: Bosnie-Herzégovine, Etats membres UE, EEE, pays candidats.

http://www.delbih.ec.europa.eu/en/tandv/tender-cfp-06-003/cfp_06_003.zip

Assistance financière et technique aux pays tiers pour assurer la gestion des flux migratoires

* Date limite de dépôt du dossier : 07/11/06

* Régions: Etats membres UE, Monde entier

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d58/AOF70158.doc>

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d61/AOF70161.doc>

Soutien de l'implication de la société civile dans le processus de stabilisation

* Date limite de dépôt du dossier : 07/11/06

* Régions: Etats membres UE, pays CARDS, Bulgarie, Roumanie, Turquie.

Programme de développement économique local pour la province de Limpopo

* Date limite de dépôt du dossier : 10/11/06

* Régions: Afrique du Sud.

http://ec.europa.eu/comm/europeaid/projects/edf_en.htm

<http://www.limpopoled.com/>

INTERREG et VOISINAGE. Coopération transfrontalière

* Date limite de dépôt du dossier : 13/11/06

* Régions: Hongrie, Serbie, Monténégro.

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d43/AOF69343.pdf>

Activité culturelle locale spécifique pour 50^{ème} anniversaire du Traité de Rome en Syrie.

* Date limite de dépôt du dossier : 16/11/06

* Régions: Etats membres UE, pays candidats, pays MEDA, Syrie.

http://www.delsyr.ec.europa.eu/en/cultural_activities/files/17_9/Guidelines.doc

http://www.delsyr.ec.europa.eu/en/cultural_activities/files/17_9/Application_Form.doc

Gestion des retours dans le cadre d'une politique d'immigration légale et de lutte contre l'immigration illégale.

* Date limite de dépôt du dossier : 17/11/06

* Régions: Etats membres UE

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d58/AOF70158.doc>

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d61/AOF70161.doc>

Fonds Européens de Développement (FED). Diversification économique et agricole et réduction de la pauvreté à St Lucia.

* Date limite de dépôt du dossier : 17/11/06

* Régions: Etats membres UE, pays ACP.

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d13/AOF70813.pdf>

Réduction de la pauvreté et des inégalités sociales en Guyane.

* Date limite de dépôt du dossier : 30/11/06

* Régions: Guyane

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d16/AOF65016.doc>

TEMPUS. Consortium entre établissements d'enseignement supérieurs

* Date limite de dépôt du dossier : 15/12/06

* Régions: Etats membres UE, PECO, NEI, pays méditerranéens.

http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/doc/guide1_fr.pdf

CARDS-PHARE Programme de voisinage Roumanie-Serbie

* Date limite de dépôt du dossier : 18/12/06

* Régions: Roumanie, Serbie.

IAP - INSTRUMENT D'AIDE DE PREADHESION

* Date limite de dépôt du dossier : 04/01/07

* Régions: Bosnie et Herzégovine

www.delbih.ec.europa.eu/en/tandv/tender-06-005/propnotice.doc

www.delbih.ec.europa.eu/en/tandv/tender-06-005/ecbihcfp06005.zip

PHARE Projets communs Bulgarie/Roumanie

* Date limite de dépôt du dossier : 09/01/07

* Régions: Bulgarie Roumanie

ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d93/AOF70493.pdf

ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d94/AOF70494.zip



La proposition de loi Thiollière : sera-t-elle présentée à l'Assemblée nationale ?

Réuni le 4 octobre, le bureau exécutif de Cités Unies France a réitéré son attachement à l'aboutissement de la proposition de loi Thiollière, par son adoption, avant la législature, à l'Assemblée nationale.

Mandaté par le bureau exécutif Charles Josselin a rencontré, le 8 novembre dernier, le président du groupe UMP, Bernard Accoyer, député de la Haute Savoie.

M. ACOYER a partagé avec le président de CUF le constat de la nécessité de faire évoluer le cadre juridique de l'action internationale des collectivités territoriales. Il a assuré Charles Josselin qu'il fera tout pour inscrire, rapidement, cette proposition à l'ordre du jour de la session d'automne.

COLLOQUE

Sorbonne/Cités Unies France

Le Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne (CRIS) et Cités Unies France (CUF), à l'occasion de ses 30 ans, avaient décidé d'organiser, les 27 et 28 avril 2006, à la Sorbonne, en l'Amphithéâtre Liard, 17 rue de la Sorbonne, un colloque scientifique intitulé " **La coopération décentralisée change-t-elle de sens ?** ".

Ce colloque avait du être reporté et aura ainsi lieu les **22 et 23 novembre 2006**, à la Sorbonne, en l'Amphithéâtre Liard.

Retrouvez sur le site internet de Cités Unies France une présentation et le programme de ce colloque ainsi que le bulletin d'inscription à renvoyer à Madame Maïté MARGUERITE, de préférence par fax (fax : 01 53 41 81 41), avant le 14 novembre 2006.

http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/Dossier_Inscription_ColloqueNOV06.pdf

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre Maïté MARGUERITE:

maite@cites-unies-france.org

tél. : 01 53 41 81 86



Conseil mondial de CGLU – du 29 octobre au 1^{er} novembre, Marrakech

500 Elus locaux et leurs collaborateurs du monde entier se sont retrouvés à Marrakech, du 29 octobre au 1^{er} novembre dernier pour la 2^{ème} réunion du Conseil mondial de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU). (voir aussi l'édito)

A cette occasion, se sont réunies les commissions :

- « Décentralisation et Autonomie Locale »
- « Société de l'information »
- « Méditerranée » (voir ci-dessous)
- « Inclusion sociale et démocratie participative »
- « Finances locales »
- « Coopération décentralisée »
- « Egalité des chances »
- « Diplomatie des villes »
- « Gestion de l'eau et de l'assainissement »

et les groupes de travail de CGLU :

- « Culture »
- « Objectifs du Millénaire »
- « Villes de périphérie »

La LETTRE de la Coopération décentralisée de décembre y reviendra en plus détail

Contact : C.G.L.U.

Tel : +34 93 34 28 750 / Fax : +34 93 34 28 760

info@cities-localgovernments.org / www.cities-localgovernments.org

Création officielle de la Commission Interrégionale Méditerranée

La réunion au Maroc aura été l'occasion de créer officiellement la Commission interrégionale Méditerranée. Accueillie à Marseille, financée par la ville de Marseille et la région PACA, soutenue par Cités Unies France, la commission entend promouvoir la coopération décentralisée, l'autonomie locale et régionale et l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne par l'union des collectivités locales des trois rives de la Méditerranée. Ses trois co-présidents symbolisent cette ambition : le maire de Marrakech, la présidente de la Région Piedmont et le maire de Beyrouth. Un plan d'action a été adopté. Nous encourageons les collectivités territoriales françaises à s'y inscrire.

1/ Pourquoi une Commission Méditerranée au sein de CGLU ?

Dotée de nombreuses Commissions de travail thématiques (Diplomatie des villes, Coopération Décentralisée, Inclusion Sociale...), CGLU n'a qu'une seule

Commission géographique : la Commission « Méditerranée » ; celle-ci regroupe, au sein de CGLU, les trois sections continentales : « Europe », « Afrique » et « Moyen-Orient / Asie de l'Ouest ».

La Méditerranée occupe une place à part dans CGLU du fait du nombre important de Villes et de Régions qui en sont membres, mais aussi du fait du nombre de coopérations reliant ces collectivités territoriales et des politiques gouvernementales et multilatérales visant au développement.

La Méditerranée est la zone où s'est créée, à la suite du programme Med Urbs, une « culture des réseaux » transméditerranéens de collectivités locales, renforcés par le partenariat euro-méditerranéen : MedCités, le groupe Euromed des Eurocités, le COPPEM, le Réseau Urbain Europe-MENA, l'Arc Latin, la Commission inter-méditerranéenne de la CRPM, le Réseau européen des collectivités locales pour la paix au Proche-Orient (COEPPPO) en sont des exemples parmi d'autres qui se croisent avec les nombreux réseaux de la société civile, des universités et des initiatives du secteur privé.

Il est apparu que la réunion des trois sections régionales de CGLU pouvait renforcer l'échange et la prise en compte d'intérêts spécifiques des collectivités locales méditerranéennes, qu'il s'agisse des relations euro-méditerranéennes ou des problèmes stratégiques comme la décentralisation, le développement urbain ou les questions ayant trait à l'environnement, avec en particulier la question de l'accès et de la gestion de l'eau.

En raison de son histoire et de sa position stratégique au carrefour de l'Europe et des rives Sud et Est de la Méditerranée, Marseille était naturellement indiquée pour accueillir la Commission Méditerranée de CGLU. En outre, Marseille, pôle institutionnel, économique et diplomatique, capitale régionale, devient jour après jour une plate-forme euro-méditerranéenne reconnue.

2/ Les objectifs de la Commission Méditerranée de CGLU

La Commission Méditerranée crée une plateforme institutionnelle de concertation, commune à toutes les collectivités locales des pays méditerranéens pour promouvoir la coopération décentralisée et dialoguer avec les institutions nationales, européennes et internationales.

La Commission Méditerranée, soucieuse de ne pas laisser aux seuls Etats ou à l'Union Européenne la responsabilité d'impulser des relations méditerranéennes, sera le lieu privilégié pour la recherche et la promotion d'initiatives concrètes en faveur de la paix et du développement dans l'ensemble de la région.

Elle n'est pas un réseau supplémentaire ni un opérateur de plus, mais un facilitateur du dialogue entre les acteurs. Elle propose un cadre d'échanges politiques directs entre les élus locaux de la Méditerranée, permettant d'établir des partenariats durables entre leurs territoires, dans le respect des particularismes méditerranéens.

Elle aspire à donner un contenu représentatif des collectivités locales de la Méditerranée, avec un équilibre Nord-Sud ; pour cela elle aidera à la structuration des pouvoirs locaux en appuyant les associations nationales d'élus et de collectivités du Sud ou en suscitant leur création.

Elle sera un lieu de dialogue et d'ouverture sur les propositions de la société civile, notamment du monde économique et associatif.

Elle doit ouvrir le dialogue avec les bailleurs de fonds étatiques et multilatéraux : les institutions de Bretton Woods, les agences des Nations Unies, les fonds et banques d'investissement, l'Union Européenne (Parlement, Commission, Comité des Régions). Dans le cadre du processus de Barcelone et de la Nouvelle Politique de Voisinage, elle défendra et soutiendra le rôle des collectivités locales dans les programmes européens (MEDA, CARDS, Twinning...).

Elle favorisera la prise en compte des questions politiques méditerranéennes sous l'angle des collectivités locales : la paix au Proche-Orient, la prévention des conflits (« Peace Keeping »), le dialogue des cultures (Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud), les processus d'intégration régionale (Union du Maghreb Arabe...).

La Commission Méditerranée doit organiser régulièrement le « Forum Euromed des autorités locales et régionales », espace de concertation et tribune privilégiée des collectivités locales méditerranéennes, lieu d'échanges et d'évaluation des actions engagées qui constituera un rendez-vous participatif ouvert à la société civile.

Lieu de capitalisation des expériences et des pratiques de gestion locale et de coopération décentralisée, la Commission a confié au PICDUM la création d'un portail en ligne, donnant accès à un agenda des manifestations organisées en Méditerranée par les collectivités locales, leurs réseaux et leurs principaux partenaires.

Comment contacter les responsables de la Commission Méditerranée de CGLU?

Le secrétariat technique de la Commission Méditerranée est assuré par :

Delphine CRÉVOLA

Secrétariat Technique de la Commission Méditerranée de CGLU

Villa Valmer

271, corniche Kennedy

13 007 Marseille

tel : 00 33 (0)4 91 99 24 58 – fax : 00 33(0) 4 91 99 24 80

E-mail: delphinecrevola@hotmail.com

Pour la Région PACA : M. Jean-Louis Urbain, responsable du pôle Euromed.

Pour la Ville de Marseille : Mme Michelle REYNAUD, directrice des relations internationales.

Pour Cités Unies France : Bertrand GALLET, directeur général.



NOVEMBRE 2006

- 3 novembre : journée d'étude sur la Côte d'Ivoire : « Quelle paix en Côte d'Ivoire ? Paroles d'acteurs de la société civile » au FIAP
- 7 novembre : réunion du groupe-pays Niger et comité de pilotage Aniya
- 11 au 19 novembre : **semaine de la solidarité internationale** : nombreuses manifestations dans les collectivités locales françaises, souvent avec la participation de Cités Unies France
- 17 novembre : réunion du groupe-pays Amérique Centrale, à Cités Unies France
- 21 – 23 novembre : 89^{ème} congrès des Maires et Présidents des Collectivités de France, Paris, organisé par l'Association des Maires de France
- 21 novembre : restitution d'AFRICITÉS IV, Nairobi, au siège de CUF, en collaboration avec l'AITEC
- 22 et 23 novembre : **colloque CUF – CRIS** (Sorbonne) : « la coopération décentralisée change-t-elle de sens ? »
- 22 – 25 novembre : « Modeler la Mondialisation avec les Collectivités Locales », Hambourg
- 22 – 25 novembre : 21^{ème} Assemblée Générale Annuelle des Eurocités, Manchester
- 23-24 novembre : colloque sur le Dialogue interreligieux et interculturel, organisé par le Conseil d'Europe
- 29 novembre au 1^{er} décembre : rencontre de la coopération décentralisée franco-nigéroise dans le cadre du programme concerté Aniya et du groupe-pays Niger
- 29 novembre : réunion du RCDP, mairie de Gennevilliers
- 29 novembre : 1^{ère} réunion de la Commission des Affaires mondiales du CCRE, à Stuttgart avec la participation d'une délégation d'élus des collectivités adhérentes de CUF
- 30 novembre : réunion du groupe-pays Algérie à Cités Unies France

DECEMBRE 2006

- 5 décembre : journée thématique de la coopération décentralisée : « Migrants, citoyenneté et coopération décentralisée », à Cités Unies France
- 5-7 décembre : FINEM 2006 : Forum International sur le NEPAD et les municipalités africaines, Yaoundé (Cameroun)
- **6 décembre : Assemblée générale de Cités Unies France**
- 11 décembre : séminaire « Extrême pauvreté et emploi décent », organisé dans le cadre de la campagne pour les Objectifs du Millénaire, au CES, Paris
- 10-12 décembre : colloque international Migration, Urbanisation et Environnement entre Méditerranée et Afrique Subsaharienne, organisé par le Laboratoire des ressources du Milieu et Aménagement du Territoire, à Annaba (Algérie)
- 11 et 12 décembre : 5^{ème} conférence des villes signataires de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville, Lyon.
- 14 décembre : journée thématique de la coopération décentralisée : « Appui institutionnel et cofinancements du MAE », à Cités Unies France (sous réserve)
- 15 décembre : réunion du groupe-pays Roumanie, au siège de CUF
- 21 décembre : réunion du groupe-pays République Tchèque à Cités Unies France



Collection « groupe - pays » : 25 euros

- ∨ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ∨ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ∨ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ∨ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ∨ Dossier pays SLOVAQUIE (*à paraître*)
- ∨ Dossier pays CHINE (2004)
- ∨ Dossier pays MAROC
- ∨ Dossier pays TUNISIE
- ∨ Dossier pays BRÉSIL

Collection « groupe - pays » : 40 euros

(Nouvelle édition comprenant le Répertoire des partenariats)

- ∨ Dossier pays VIETNAM (2005)
- ∨ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ∨ Dossier pays JAPON (*à paraître*)
- ∨ Dossier pays CROATIE (2006)

Collection « Réflexions » : 15 euros

- ∨ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- ∨ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- ∨ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- ∨ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ∨ L'impact local de la coopération décentralisée sur les Territoires, 2006

Ouvrages hors collection

- ∨ Actes des 2^{èmes} Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- ∨ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) : 15 euros

Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

Répertoire des partenariats ...

- ∨ franco-tchèques
- ∨ franco-hongrois
- ∨ franco-algériens
- ∨ franco-palestiniens
- ∨ franco-marocains
- ∨ franco-américains
- ∨ franco-mauritaniens
- ∨ France - Amérique Latine et Caraïbes
- ∨ franco-roumains
- ∨ franco-chinois
- ∨ franco-
- ∨ franco-tunisiens
- ∨ franco-bénois

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom : Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél./Fax :
Email :

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

L'envoi (en France) est compris dans le prix

Pour plus d'information, merci de contacter Katarina FOTIC : peco@cites-unies-france.org.

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet